

Allocution d'ouverture pour la conférence  
sur la mise en œuvre de l'Agenda territorial 2030  
6 mai 2021

**L'aménagement du territoire  
dans la mise en œuvre de l'Agenda Territorial 2030 de l'Union européenne**

**Prof. dr. Hab. Anna Geppert, Sorbonne Université**

\*

J'adresse mes sincères remerciements aux organisateurs de la présente conférence, qui m'ont invitée à réfléchir sur la relation entre l'Agenda territorial de l'Union européenne, qui en est déjà à sa seconde révision, et sa raison d'être : l'aménagement de l'espace européen, ou tout au moins, l'aménagement du territoire en Europe.

Je remercie particulièrement le dr. Jonas Scholtze, qui m'a adressé trois questions très pertinentes concernant l'Agenda Territorial 2030 et sa mise en œuvre dans sa relation à l'aménagement du territoire : je suivrai leur ordre.

La présente allocution, retravaillée, fera l'objet d'une publication scientifique ultérieure.

**1. L'Agenda Territorial de l'Union Européenne 2030 va-t-il renforcer l'aménagement du territoire en Europe ?**

Pour répondre à cette question, je commencerai par un bref rappel historique – non pour le plaisir de l'histoire, mais parce que cela permet de comprendre la situation présente. À l'origine, la Communauté Économique Européenne construisait un marché commun et n'avait aucune compétence en aménagement du territoire. Cependant, à partir 1975, le CEE a mis en place une politique régionale, afin de soutenir les régions qui souffrent du modèle économique très libéral qu'elle instaure – c'est à dire les régions les moins riches, les moins développées. S'agit-il d'aménagement du territoire sous une autre dénomination?

Pour un Français, la réponse est oui. À ses débuts, la politique française d'aménagement du territoire voulait rééquilibrer le territoire national, en réduisant les disparités entre les régions industrialisées et celles qui l'étaient moins, et entre le région parisienne et les autres. Il n'est donc pas étonnant que ce soit un Français, Jacques Delors, qui a donné une impulsion majeure à la politique régionale lorsqu'il présidait la Commission européenne (1985-1995). Cependant, dans d'autres états-membres de l'union européenne, l'aménagement du territoire s'appuie sur d'autres traditions. Aujourd'hui encore, il n'y a pas de consensus sur ce qu'est l'aménagement du territoire, sur ses objectifs, ses instruments ou ses acteurs.

Au niveau européen, l'histoire montre la difficulté, sinon l'impossibilité, de mettre d'accord les états-membres sur une politique européenne d'aménagement du territoire. Il a fallu dix ans de négociations (1989-1999) pour accoucher du SDEC. Le Conseil informel des ministres en charge de l'aménagement du territoire adopta alors, non pas un schéma d'organisation de l'espace communautaire, visible sur une carte – mais un ensemble de principes, que chaque état pourrait interpréter et mettre en œuvre ses propres spécificités.

Avec le SDEC, le niveau européen adopte une méthode qui est encore d'actualité dans l'agenda territorial de l'union européenne : gouverner par le discours. Les vingt dernières années ont montré le succès rencontré par certains concepts disséminés par le SDEC, comme le polycentrisme, repris dans beaucoup de documents nationaux et régionaux, ou encore le partenariat rural-urbain. Ainsi, un certain rapprochement, de vocabulaire et de pensée, a été opéré entre les nations. Les politiques d'aménagement du territoire ont été influencées, particulièrement par les règles d'affectation des fonds structurels. L'aménagement du territoire en est sorti renforcé, particulièrement dans les pays où il n'avait pas une grande importance.

L'Agenda territorial 2020 a ajouté une méthode pour sa mise en œuvre : cette concertation régulière des acteurs, coordonnée par les troïkas des états assurant la présidence du conseil de l'UE. De cette manière, les politiques mises en œuvre sont mieux connues, suivies, et la « pression des pairs » peut jouer un rôle pour les

promouvoir. Cependant, les priorités ajoutées au cours des vingt dernières années ont modifié profondément cette politique – parallèlement à l'évolution des objectifs généraux de l'UE.

Puisque nous parlons de gouvernement par le discours, jetons un œil aux adjectifs qui qualifient la vision du territoire européen poursuivie dans les documents successifs : dans le SDEC (1999), il est *équilibré et durable*. Dans la première version de l'Agenda Territorial 2020 (2007), l'Europe devient *compétitive et durable*. Dans la mise à jour de 2011, nous trouvons une Europe *inclusive, intelligente et durable*, en adéquation parfaite avec la stratégie Europe 2020 du Conseil européen. Chemin faisant, la question des disparités régionales a perdu son importance. En d'autres termes, la politique économique l'a emporté sur l'aménagement du territoire.

L'Agenda Territorial de 2030 continue dans cette direction. Son sous-titre, *Un avenir pour tous les territoires*, est un attrape-tout. Ses deux objectifs principaux, une Europe juste et une Europe verte, relèvent de politiques sectorielles, économique, social, environnementale. Ils sont déclinés en "priorités territoriales", dans lesquelles la dimension spatiale est enfin évoquée. Dans ce cadre stratégique, la dimension propre de l'aménagement du territoire occupe une position faible.

Cependant, et c'est heureux, la mise en œuvre dépendra des acteurs nationaux et locaux. Une recherche que nous avons menée sur les investissements territoriaux intégrés (ITI) dans la région Île-de-France a montré que c'est dans le concret des choix locaux que se dessine l'équilibre entre injonctions sectorielles et territorialisation des politiques publiques. Il importe donc, plus que jamais, que nations, villes et régions se saisissent de l'aménagement de leur territoire et agissent. Aussi, en demeurant très réservée, et même critique, sur l'évolution du cadre stratégique de l'agenda territorial, je vois plus d'espoir dans les projets pilotes menés dans le concret de l'action, en particulier dans le sujet des régions en retard porté par nos amis allemands.

La question suivante m'invite à entrer dans le débat en proposant des orientations pour l'action.

## **2. Aménager le territoire européen hors de la mondialisation.**

Permettez-moi de livrer une réflexion personnelle. Quelles sont les régions « en retard » ? Aujourd'hui, ce sont les perdantes de la mondialisation. Ce sont les régions éloignées des métropoles, où des villes petites et moyennes – l'essentiel des villes européennes ! - peinent à soutenir la concurrence économique mondiale.

Nous avons cru que nous devions raccrocher ces régions et ces villes à la mondialisation. La pandémie devrait nous faire réfléchir. Nous ne connaissons pas la cause du virus, mais nous avons vu sa diffusion : Corona est un virus de la mondialisation. Il a fleuri dans les lieux brassant des personnes du monde entier, aéroports, stations de ski, grandes manifestations. Il a frappé très fort les grandes métropoles, ces métropoles qui sont, par excellence, les lieux de la mondialisation : Milan, New York, Londres, Paris...

En France, à chaque nouvelle annonce de confinement, nous assistons à un véritable exode urbain. En Île-de-France, un million de personnes, soit 10 % de la population, partent se confiner en province. Sur le marché de l'immobilier, villes moyennes et localisations péri-urbaines gagnent en attractivité. La pandémie a fonctionné comme un catalyseur, mais en réalité le mouvement était déjà amorcé chez les populations les plus aisées car, en dépit de leurs performances sur le marché mondial, nos mégapoles sont devenues invivables.

Dans l'anonymat de nos grandes villes, nous ne voyons plus les personnes mais les masses, et les slogans de tolérance, justice, fraternité, sonnent creux. Dans les films de science fiction, des silhouettes sans visage habitent les métropoles dystopiques : des travailleurs athlétiques et anonymes dans la Metropolis de Fritz Lang, des policiers et des gangs de malfaiteurs dans la ville de Gotham, des répliquants androïdes dans Blade Runner de Ridley Scott. Ce dernier prend pour décor Los Angeles en... 2019. En sommes-nous arrivés là ? Par l'intelligence artificielle et par l'eugénisme, nous essayons bien de produire des androïdes. Et notre société est en train de devenir de plus en plus dure. Sur mon trajet quotidien, au cœur de Paris, je croise des personnes hurlant dans le métro, des comportements agressifs, des personnes sans domicile dormant à même le pavé, des rats courant en plein jour dans les rues. Il y a seulement cinq ans, ce n'était pas ainsi. C'est tout cela que les élites ont déjà commencé à fuir.

Le temps est venu de remettre en cause la mondialisation, d'aménager des villes et des régions capables de fonctionner localement. Lorsque nous parlons de polycentrisme, n'oublions pas cela ! Car, aujourd'hui, même avec nos régions fonctionnelles, notre économie circulaire et nos circuits courts, nous sommes très loin du compte. Il est temps de réduire notre dépendance aux échanges mondiaux qui font de nos territoires des géants aux pieds d'argile, de renouveler notre approche de l'économie régionale.

Le temps est venu de bâtir des villes à taille humaine, où l'on peut vivre et travailler. Des villes aux distances courtes, aux rues invitant à la déambulation, aux jardins accueillants ; des villes préservées des panneaux publicitaires criards, des hauts-parleurs hurlants et de l'Internet ; des cités en harmonie avec leur arrière-pays ; des cités riches de toute leur histoire ; des cités bâties autour d'une église, et non d'une usine, d'une banque, d'une attraction touristique ou d'un centre commercial.

Ceci m'amène à la dernière question : le débat actuel.

### **3. Revenir aux fondements de l'aménagement du territoire**

En France, les politiques d'aménagement sont dominées par les sujets impulsés par les organisations internationales, Union européenne et Nations Unies : adaptation au changement climatique, transition énergétique, digitalisation. Ce trio est porteur d'une contradiction interne majeure. Si Internet était un pays, il serait le 3ème plus gros consommateur d'électricité au monde avec 1500 TWH par an, derrière la Chine et les Etats-Unis. Au total, le numérique consomme 10 à 15 % de l'électricité mondiale. Cette consommation double tous les 4 ans. Les économies d'énergie réalisées dans les autres secteurs ne suffiront pas à compenser les effets désastreux de cette fuite en avant.

Pendant que nos politiques publiques accompagnent la transition numérique, nous abandonnons des secteurs traditionnels de l'aménagement du territoire. En France, les réseaux ferrés sont en décroissance et les lignes régionales sont abandonnées : nous avons perdu 30 % de nos lignes par rapport aux années 1950. Le réseau routier se dégrade faute d'un entretien suffisant. Selon un audit mené en 2018, sans changement de politique majeur sur les infrastructures dans les prochaines années, plus de 60% des chaussées seront très dégradées d'ici 2037, sans compter les ouvrages d'art. Les territoires les plus en difficulté en seront les premières victimes, et alors, être équipés en Internet ne les aidera pas.

Au niveau européen, en 2015, la présidence lettone a promu la déclaration de Riga qui appelait à une politique de revitalisation des villes petites et moyennes. Cependant, force est de constater que les suites ont manqué. La proposition de la présidence portugaise concernant le soutien aux territoires ruraux apparaît particulièrement bienvenue et pertinente. Ces deux aspects, villes petites et moyennes et territoires ruraux, pourraient faire l'objet d'une réflexion commune et d'actions coordonnées, voire intégrées.

Il est urgent de repenser nos priorités en prenant ces éléments en compte. Comme à la veille de la chute l'Empire Romain, nous sommes à un tournant. Sans politique d'aménagement volontaire, en termes d'emploi, d'infrastructures, de soutien aux services, beaucoup de villes petites et moyennes vont dépérir – et pourtant, aujourd'hui encore, elles existent. Héritage bimillénaire, nous avons un réseau unique de villes et de bourgs qui est un substrat territorial pour un aménagement harmonieux du territoire. N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Keynote speech for the  
Conference on the Implementation of the Territorial Agenda 2030  
6 May 2021

**Spatial planning  
in the implementation of the Territorial Agenda of the European Union 2030**

**Prof. dr. Hab. Anna Geppert, Sorbonne Université**

\*

I would like to express my sincere thanks to the organisers of this conference for inviting me to reflect on the relationship between the Territorial Agenda of the European Union, which is already in its second revision, and its raison d'être: European spatial planning, or at least spatial planning in Europe.

I am particularly grateful to Dr. Jonas Scholtze, who addressed three very pertinent questions to me concerning the Territorial Agenda 2030 and its implementation in relation to spatial planning: I will follow their order.

The present speech, reworked, will be the subject of a later scientific publication.

**1-Will the EU Territorial Agenda 2030 strengthen spatial planning in Europe?**

To answer this question, I will start with a brief historical review - not for the sake of history, but because it helps to understand the present situation. Originally, the European Economic Community was building a common market and had no competence in spatial planning. However, from 1975 onwards, the European Economic Community set up a regional policy in order to support the regions that were suffering from the very liberal economic model that it established - in other words, the least wealthy, least developed regions. Is this spatial planning under a different name?

For a French person, the answer is yes. In its early days, French regional planning policy aimed to rebalance the national territory, reducing the disparities between industrialised and less industrialised regions, and between Paris and the rest of the country. It is therefore not surprising that it was a Frenchman, Jacques Delors, who gave a major boost to regional policy when he was President of the European Commission (1985-1995). However, in other EU member states, spatial planning is based on other traditions. Even today, there is no consensus on what spatial planning is, what its objectives are, what its instruments are or who is - and should be – involved.

At the European level, history shows the difficulty, if not the impossibility, of getting the Member States to agree on a European spatial planning policy. It took ten years of negotiations (1989-1999) to produce the ESDP. The informal Council of Ministers responsible for spatial planning adopted not a European-scale master plan, visible on a map, but a set of principles that each state could interpret and implement according to its own circumstances.

With the ESDP, the European level adopted a method that is still relevant to the territorial agenda of the European Union: governing by discourse. The last twenty years have shown the success of certain concepts disseminated by the ESDP, such as polycentrism, which has been taken up in many national and regional documents, and the rural-urban partnership. Thus, a certain convergence of vocabulary and thought has taken place between nations. Spatial planning policies have been influenced, particularly by the rules for the allocation of structural funds. Spatial planning has been strengthened, particularly in countries where it was not of great importance.

The Territorial Agenda 2020 has added a method for its implementation: this regular consultation of stakeholders, coordinated by the troikas of the states holding the EU Council Presidency. In this way, the policies implemented are better known, followed, and "peer pressure" can play a role in promoting them. However, the priorities added over the last twenty years have profoundly changed this policy - in parallel with the evolution of the EU's overall objectives.

While we are on the subject of government by discourse, let us take a look at the adjectives that qualify the vision of the European territory pursued in successive documents: in the ESDP (1999) it is *balanced and sustainable*. In the first version of the Territorial Agenda 2020 (2007), Europe becomes *competitive and sustainable*. In the 2011 update, we find an *inclusive, smart and sustainable* Europe, which is fully in line with the Europe 2020 strategy of the European Council. Along the way, the issue of regional disparities has lost its importance. In other words, economic policy has taken precedence over spatial planning.

The 2030 Territorial Agenda continues in this direction. Its subtitle, "A future for all places", is a catch-all. Its two main objectives, a Just Europe and a Green Europe, relate to sectoral policies, economic, social and environmental. They are broken down into "territorial priorities", in which the spatial dimension is finally mentioned. In this strategic framework, the spatial planning dimension itself is weak.

However, fortunately, implementation will depend on national and local actors. Research that we have carried out on integrated territorial investments (ITI) in the Île-de-France region has shown that it is in the concrete local choices that the balance between sectoral injunctions and the territorialisation of public policies takes shape. It is therefore more important than ever that nations, cities and regions take hold of their territorial development and act. Therefore, while remaining very reserved, and even critical, about the evolution of the strategic framework of the territorial agenda, I see more hope in the pilot projects carried out in concrete action, in particular in the subject of the regions lagging behind carried by our German friends.

The next question invites me to enter the debate by proposing guidelines for action.

## **2. Developing the European territory outside globalisation.**

Allow me to offer a personal reflection. Which regions are "lagging behind"? Today, they are the losers of globalisation. They are the regions far from the metropolises, where small and medium-sized towns - the bulk of European towns! - are struggling to keep up with global economic competition.

We believed that we had to connect these regions and cities to globalisation. The pandemic should make us reconsider. We do not know the cause of the virus, but we have seen its spread: Corona is a virus of globalisation. It has flourished in places where people from all over the world gather, airports, ski resorts, large demonstrations. It hit the big cities hard, those cities that are, par excellence, the places of globalisation: Milan, New York, London, Paris...

In France, with each new announcement of lockdown, we are witnessing a real urban exodus. In Île-de-France, one million people, or 10% of the population, are moving to the provinces. On the property market, medium-sized towns and suburban locations are becoming more attractive. The pandemic acted as a catalyst, but in reality the movement had already begun among the most affluent populations because, despite their performance on the world market, our megacities have become unliveable.

In the anonymity of our big cities, we no longer see people but masses, and the slogans of tolerance, justice and fraternity ring hollow. In science fiction films, faceless figures inhabit dystopian metropolises: anonymous, athletic workers in Fritz Lang's *Metropolis*, policemen and criminal gangs in Gotham City, android replicants in Ridley Scott's *Blade Runner*. The latter is set in Los Angeles in... 2019. Have we come this far? Through artificial intelligence and eugenics, we are trying to produce androids. And our society is becoming increasingly harsh. On my daily commute in the heart of Paris, I come across people screaming in the metro, aggressive behaviour, homeless people sleeping on the pavement, rats running in the streets in

broad daylight. Only five years ago, it was not like this. This is what the elites have already started to run away from.

It is time to question globalisation, to develop cities and regions that can function locally. When we talk about polycentrism, let us not forget that! Because today, even with our functional regions, our circular economy and our short circuits, we are far from it. It is time to reduce our dependence on global trade, which turns our territories into giants with feet of clay, and to renew our approach to the regional economy.

It is now time to build cities on a human scale, where people can live and work. Cities with short distances, with streets that invite you to wander, with welcoming gardens; cities free from shrill billboards, blaring loudspeakers and the Internet; cities in harmony with their hinterland; cities rich in history; cities built around a church, not a factory, a bank, a tourist attraction or a shopping centre.

This brings me to the last question: the contemporary debate.

### **3. Reconnecting with the foundations of spatial planning**

In France, the priorities of planning policies are driven by international organisations, the European Union and the United Nations: adaptation to climate change, energy transition and digitalisation. This trio carries a major internal contradiction. If the Internet were a country, it would be the third largest consumer of electricity in the world with 1500 TWH per year, behind China and the United States. In total, digital technology consumes 10 to 15% of the world's electricity. This consumption doubles every 4 years. The energy savings made in other sectors will not be sufficient to offset the disastrous effects of this headlong rush.

While our public policies are accelerating the digital transition, we are abandoning traditional sectors of regional development. In France, rail networks are in decline and regional lines are being abandoned: we have lost 30% of our lines compared to the 1950s. The road network is deteriorating due to a lack of maintenance. According to an audit conducted in 2018, without a major change in infrastructure policy in the next few years, more than 60% of roadways will be severely deteriorated by 2037, not counting engineering structures. The most disadvantaged areas will be the first victims, and being equipped with Internet will not help them.

At European level, in 2015, the Latvian Presidency promoted the Riga Declaration, which called for a policy of revitalisation of small and medium-sized towns. However, it is clear that there has been no follow-up. The Portuguese Presidency's proposal concerning support for rural areas is particularly welcome and relevant. These two aspects, small and medium-sized towns and rural areas, could be the subject of joint reflection and coordinated, even integrated, actions.

It is urgent to rethink our priorities by taking these elements into account. As on the eve of the fall of the Roman Empire, we are at a turning point. Without a deliberate planning policy, in terms of employment, infrastructure and support for services, many small and medium-sized towns will decline - and yet they still exist today. We have a unique network of towns and cities that is a territorial substratum for a harmonious development of the territory. Let us not wait until it is too late!

**Räumliche Planung  
bei der Umsetzung der Territorialen Agenda der Europäischen Union 2030**

**by Prof. dr. Hab. Anna Geppert, Sorbonne Université.**

\*

Ich möchte mich bei den Organisatoren dieser Konferenz herzlich für die Einladung bedanken, über das Verhältnis zwischen der Territorialen Agenda der Europäischen Union, die sich bereits in der zweiten Überarbeitung befindet, und ihrer Daseinsberechtigung nachzudenken: der europäischen Raumplanung oder zumindest der Raumplanung in Europa.

Mein besonderer Dank gilt Herrn Dr. Jonas Scholtze, der drei sehr treffende Fragen zur Territorialen Agenda 2030 und ihrer Umsetzung in Bezug auf die Raumplanung an mich gerichtet hat: Ich werde ihrer Reihenfolge folgen.

Der vorliegende Vortrag wird in überarbeiteter Form Gegenstand einer späteren wissenschaftlichen Veröffentlichung sein.

**1- Wird die EU-Territoriale Agenda 2030 die Raumplanung in Europa stärken?**

Ich beginne mit einem kurzen historischen Rückblick - nicht um der Geschichte willen, sondern weil er hilft, die gegenwärtige Situation zu verstehen. Ursprünglich baute die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft einen gemeinsamen Markt auf und hatte keine Kompetenz in der Raumordnung. Ab 1975 führte die EWG jedoch eine Regionalpolitik ein, um die Regionen zu unterstützen, die unter dem von ihr eingeführten sehr liberalen Wirtschaftsmodell litten - mit anderen Worten, die am wenigsten wohlhabenden, am wenigsten entwickelten Regionen. Ist das Raumplanung unter einem anderen Namen?

Für einen Franzosen lautet die Antwort: Ja. In ihren Anfängen versuchte die französische Raumordnungspolitik, das nationale Territorium wieder ins Gleichgewicht zu bringen und die Disparitäten zwischen industrialisierten und weniger industrialisierten Regionen sowie zwischen Paris und dem Rest des Landes zu verringern. Es ist daher nicht verwunderlich, dass es ein Franzose, Jacques Delors, war, der der Regionalpolitik einen großen Schub gab, als er Präsident der Europäischen Kommission war (1985-1995). In anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union basiert die Raumplanung jedoch auf anderen Traditionen. Bis heute gibt es keinen Konsens darüber, was Raumplanung ist, welche Ziele sie verfolgt, welche Instrumente sie hat und wer daran beteiligt ist.

Auf europäischer Ebene zeigt die Geschichte, wie schwierig, wenn nicht gar unmöglich es ist, die Mitgliedsstaaten dazu zu bringen, sich auf eine europäische Raumordnungspolitik zu einigen. Es brauchte zehn Jahre Verhandlungen (1989-1999), um zum EUREK zu gelangen. Der informelle Ministerrat, der für die Raumplanung zuständig ist, verabschiedete keinen europaweiten Masterplan, der auf einer Landkarte zu sehen ist, sondern eine Reihe von Prinzipien, die jeder Staat entsprechend seiner eigenen Besonderheiten interpretieren und umsetzen kann.

Mit dem EUREK hat die europäische Ebene eine Methode übernommen, die für die territoriale Agenda der Europäischen Union immer noch relevant ist: Regieren durch Diskurs. Die letzten zwanzig Jahre haben den Erfolg bestimmter Konzepte gezeigt, die durch das EUREK verbreitet wurden, wie z. B. der Polyzentrismus, der in vielen nationalen und regionalen Dokumenten aufgegriffen wurde, und die Partnerschaft zwischen Stadt und Land. So hat eine gewisse Konvergenz des Vokabulars und des Denkens zwischen den Nationen stattgefunden. Die Raumordnungspolitik wurde vor allem durch die Regeln für die Vergabe von Strukturfondsmitteln beeinflusst. Die Raumplanung wurde gestärkt, insbesondere in Ländern, in denen sie bisher keine große Bedeutung hatte.

Die Territoriale Agenda 2020 hat eine Methode zu ihrer Umsetzung hinzugefügt: diese regelmäßige Konsultation von Interessenvertretern, koordiniert von den Troikas der Staaten, die die EU-Ratspräsidentschaft innehaben. Auf diese Weise sind die umgesetzten Maßnahmen besser bekannt, werden befolgt und der "Gruppendruck" kann eine Rolle bei der Förderung dieser Maßnahmen spielen. Die in den letzten zwanzig Jahren hinzugekommenen Prioritäten haben diese Politik jedoch tiefgreifend verändert - parallel zur Entwicklung der allgemeinen Ziele der EU.

Wenn wir schon beim Thema "Regieren durch Diskurs" sind, lassen Sie uns einen Blick auf die Adjektive werfen, die die in aufeinanderfolgenden Dokumenten verfolgte Vision des europäischen Territoriums qualifizieren: Im EUREK (1999) lautet sie *ausgewogen und nachhaltig*. In der ersten Version der Territorialen Agenda 2020 (2007) wird Europa *wettbewerbsfähig und nachhaltig*. In der Aktualisierung von 2011 finden wir ein *integratives, intelligentes und nachhaltiges* Europa, in perfekter Übereinstimmung mit der Strategie Europa 2020 des Europäischen Rates. Auf dem Weg dorthin hat das Thema der regionalen Disparitäten an Bedeutung verloren. Mit anderen Worten: Die Wirtschaftspolitik hat Vorrang vor der Raumplanung.

Die Territoriale Agenda 2030 geht in diese Richtung. Sein Untertitel, *Eine Zukunft für alle Orte*, ist ein Aufhänger. Ihre beiden Hauptziele, ein gerechtes Europa und ein grünes Europa, beziehen sich auf sektorale Politiken, wirtschaftliche, soziale und ökologische. Sie werden in "territoriale Prioritäten" unterteilt, in denen die räumliche Dimension abschließend erwähnt wird. In diesem strategischen Rahmen nimmt die spezifische Dimension der Raumplanung eine schwache Position ein.

Die Umsetzung wird jedoch glücklicherweise von den nationalen und lokalen Akteuren abhängen. Unsere Forschungen zu integrierten territorialen Investitionen (ITI) in der Region Île-de-France haben gezeigt, dass das Gleichgewicht zwischen sektoralen Anordnungen und der Territorialisierung der öffentlichen Politik von der konkreten Natur der lokalen Entscheidungen bestimmt wird. Deshalb ist es wichtiger denn je, dass Nationen, Städte und Regionen ihre territoriale Entwicklung in die Hand nehmen und handeln. Während ich also die Entwicklung des strategischen Rahmens der territorialen Agenda weiterhin sehr zurückhaltend und sogar kritisch betrachte, sehe ich mehr Hoffnung in den konkret durchgeführten Pilotprojekten, insbesondere in dem von unseren deutschen Freunden getragenen Thema der rückständigen Regionen.

Die nächste Frage lädt mich dazu ein, in die Debatte einzusteigen, indem ich Leitlinien für Maßnahmen vorschlage.

## **2. Die Entwicklung des europäischen Territoriums außerhalb der Globalisierung.**

Erlauben Sie mir, eine persönliche Reflexion anzubieten. Welche Regionen sind "rückständig"? Heute sind sie die Verlierer der Globalisierung. Es sind die Regionen fernab der Metropolen, in denen kleine und mittlere Städte - der Großteil der europäischen Städte! - kämpfen, um im globalen wirtschaftlichen Wettbewerb mithalten zu können.

Wir waren der Meinung, dass wir diese Regionen und Städte mit der Globalisierung verbinden müssen. Die Pandemie sollte uns zu denken geben. Wir kennen die Ursache des Virus nicht, aber wir haben seine Verbreitung gesehen: Corona ist ein Virus der Globalisierung. Sie gedeiht an Orten, an denen Menschen aus aller Welt zusammenkommen, an Flughäfen, in Skigebieten, bei großen Demonstrationen. Besonders hart traf es die großen Metropolen, jene Metropolen, die par excellence die Orte der Globalisierung sind: Mailand, New York, London, Paris...

In Frankreich erleben wir mit jeder neuen Ankündigung der Enge eine regelrechte Stadtfucht. In der Region Île-de-France ziehen eine Million Menschen, also 10 % der Bevölkerung, in die Provinzen. Auf dem Immobilienmarkt gewinnen Mittelstädte und Vorstadtlagen an Attraktivität. Die Pandemie wirkte als Katalysator, aber in Wirklichkeit hatte die Bewegung in den wohlhabendsten Bevölkerungsschichten bereits begonnen, weil unsere Megastädte trotz ihrer Leistungsfähigkeit auf dem Weltmarkt unbewohnbar geworden sind.

In der Anonymität unserer Großstädte sehen wir nicht mehr Menschen, sondern Massen, und die Parolen von Toleranz, Gerechtigkeit und Brüderlichkeit klingen hohl. In Science-Fiction-Filmen bevölkern gesichtslose



Gestalten dystopische Metropolen: anonyme, athletische Arbeiter in Fritz Langs Metropolis, Polizisten und kriminelle Banden in Gotham City, androide Replikanten in Ridley Scotts Blade Runner. Letzteres spielt in Los Angeles im Jahr.. 2019. Sind wir so weit gekommen? Durch künstliche Intelligenz und Eugenik versuchen wir, Androiden zu produzieren. Und unsere Gesellschaft wird immer härter und härter. Auf meinem täglichen Arbeitsweg im Herzen von Paris begegne ich schreienden Menschen in der Metro, aggressivem Verhalten, Obdachlosen, die auf dem Bürgersteig schlafen, Ratten, die am helllichten Tag durch die Straßen laufen. Noch vor fünf Jahren war das nicht so. Davor haben die Eliten bereits angefangen wegzulaufen.

Es ist an der Zeit, die Globalisierung in Frage zu stellen, Städte und Regionen zu entwickeln, die lokal funktionieren können. Wenn wir über Polyzentrismus sprechen, sollten wir das nicht vergessen! Denn heute sind wir selbst mit unseren funktionalen Regionen, unserer Kreislaufwirtschaft und unseren Kurzschlüssen weit davon entfernt. Es ist an der Zeit, unsere Abhängigkeit vom globalen Handel zu verringern, der unsere Gebiete zu Riesen auf tönernen Füßen macht, und unseren Ansatz für die regionale Wirtschaft zu erneuern.

Es ist an der Zeit, Städte in einem menschlichen Maßstab zu bauen, in denen Menschen leben und arbeiten können. Städte mit kurzen Wegen, Straßen, die zum Flanieren einladen, Gärten, die einen willkommen heißen; Städte, die frei sind von schrillen Reklametafeln, dröhnenden Lautsprechern und dem Internet; Städte, die im Einklang mit ihrem Hinterland stehen; Städte, die reich an Geschichte sind; Städte, die um eine Kirche herum gebaut sind, nicht um eine Fabrik, eine Bank, eine Touristenattraktion oder ein Einkaufszentrum.

Damit bin ich bei der letzten Frage: der aktuellen Debatte.

### **3. Rückbesinnung auf die Grundlagen der Raumplanung**

In Frankreich werden die Prioritäten der Planungspolitik von internationalen Organisationen, der Europäischen Union und den Vereinten Nationen bestimmt: Anpassung an den Klimawandel, Energiewende und Digitalisierung. Dieses Trio trägt einen großen inneren Widerspruch in sich. Wäre das Internet ein Land, so wäre es mit 1500 TWH pro Jahr der drittgrößte Stromverbraucher der Welt, hinter China und den Vereinigten Staaten. Insgesamt verbraucht die Digitaltechnik 10 bis 15 % des weltweiten Stroms. Dieser Verbrauch verdoppelt sich alle 4 Jahre. Die in anderen Sektoren erzielten Energieeinsparungen werden nicht ausreichen, um die katastrophalen Auswirkungen dieses überstürzten Vorgehens zu kompensieren.

Während unsere öffentliche Politik den digitalen Wandel beschleunigt, geben wir traditionelle Bereiche der regionalen Entwicklung auf. In Frankreich sind die Schienennetze im Niedergang begriffen, und die Regionalstrecken werden aufgegeben: Wir haben 30 % unserer Strecken im Vergleich zu den 1950er Jahren verloren. Das Straßennetz verschlechtert sich aufgrund mangelnder Wartung. Laut einer im Jahr 2018 durchgeführten Prüfung werden ohne wesentliche Änderungen der Infrastrukturpolitik in den kommenden Jahren mehr als 60 % der Straßen bis 2037 stark degradiert sein, die Ingenieurbauwerke nicht mitgerechnet. Die am stärksten benachteiligten Gebiete werden die ersten Opfer sein, und da hilft auch die Ausstattung mit Internet nicht.

Auf europäischer Ebene förderte die lettische Präsidentschaft 2015 die Erklärung von Riga, in der eine Politik der Revitalisierung von kleinen und mittleren Städten gefordert wurde. Allerdings müssen wir zugeben, dass es keine Folgemaßnahmen gegeben hat. Der Vorschlag des portugiesischen Ratsvorsitzes zur Förderung des ländlichen Raums ist besonders begrüßenswert und relevant. Diese beiden Aspekte, kleine und mittlere Städte und ländliche Gebiete, könnten Gegenstand gemeinsamer Überlegungen und koordinierter, ja integrierter Maßnahmen sein.

Es ist dringend notwendig, unsere Prioritäten unter Berücksichtigung dieser Elemente zu überdenken. Wie am Vorabend des Untergangs des Römischen Reiches befinden wir uns an einem Wendepunkt. Ohne eine bewusste Planungspolitik in Bezug auf Beschäftigung, Infrastruktur und Unterstützung von Dienstleistungen werden viele kleine und mittlere Städte verkümmern - und doch gibt es sie heute noch. Wir haben ein einzigartiges Netzwerk von Städten und Gemeinden, das ein territoriales Substrat für eine harmonische Entwicklung des Territoriums darstellt. Warten wir nicht, bis es zu spät ist!